

Cadre économique général

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est d'un quart plus élevé en Suisse qu'en France. Toutefois, l'écart a tendance à se réduire : l'évolution au cours des 10 dernières années montre que la croissance du PIB français a été presque le double de celle enregistrée en Suisse. En comparaison des pays européens, les performances de l'économie suisse ont fait pâle figure au cours des années 90.

Lors de l'analyse détaillée de chacun des quatre territoires observés (départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, cantons de Genève et de Vaud), il importe de comparer les entités nationales auxquelles ils sont rattachés. Les caractéristiques économiques des deux pays se répercutent évidemment sur leurs régions. Ainsi, la France et la Suisse présentent des différences économiques parfois importantes, ne serait-ce qu'en raison de leur taille respective, qu'il s'agit de garder en mémoire lorsque l'on compare des parties séparées de leur territoire. Cette fiche a donc pour objectif de présenter brièvement les économies française et suisse dans leur ensemble, en mettant en évidence leurs caractéristiques principales.

Les comparaisons chiffrées entre pays sont toujours délicates, car les enquêtes statistiques nationales sont rarement identiques entre elles sur le plan de la méthode et des définitions. Dans un souci de comparabilité, nous reprenons dans cette fiche essentiellement les données de l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE), qui harmonise les données statistiques nationales avant leur publication. N'étant pas membre de l'UE, la Suisse ne participe pas pleinement au système Eurostat, participation qui permettrait une comparaison plus détaillée, notamment en matière de salaires et de coût du travail.

Cadre économique général - chiffres clés

	France	Suisse
Population, en 2000		
Population, en millions	58,9	7,2
Densité de la population (habitants au km ²)	107	174
Croissance moyenne annuelle nette en 10 ans, en %	0,4	0,7
Emploi		
Emploi total, à fin 1998, en millions	22,8	3,7
Taux d'activité de la population active, de 16 à 64 ans, en 2000, en %	68,7	81,1
Taux de chômage standardisé, en juin 2001, en %	8,9	2,6
Indicateurs économiques, en 2000		
PIB par tête aux prix et parités de pouvoir d'achat (PPA) courants, en euros	26 205	32 700
Croissance moyenne annuelle nette du PIB en 10 ans, en %	1,79	0,86
Niveaux des prix comparés (OCDE = 100)	93	117
Épargne brute, en % du revenu disponible	12,6	21,0
Indicateurs économiques, en 2001		
Taux d'intérêt moyen à court terme (trois mois), moyenne des données mensuelles, en %	4,26	2,80
Taux d'intérêt à long terme (10 ans), moyenne des données mensuelles, en %	5,38	3,38
Prix à la consommation, variation annuelle, en %	1,7	1,0

Une différence de taille substantielle

La France et la Suisse se distinguent évidemment par leur taille : la Suisse est considérée comme un petit pays, tandis que la France fait partie des grandes nations européennes. La France est treize fois plus étendue et son nombre d'habitants huit fois plus élevé. Par conséquent, en termes absolus, l'économie française pèse nettement plus lourd que l'économie suisse. Le PIB de la France est ainsi près de cinq fois et demi plus élevé que celui de la Suisse (voir encadré). En 2000, selon les chiffres des instituts nationaux de statistique, il se monte à 1 417 milliards d'euros pour la France, contre 260 pour la Suisse (chiffres provisoires).

Le PIB par habitant d'un quart plus élevé en Suisse

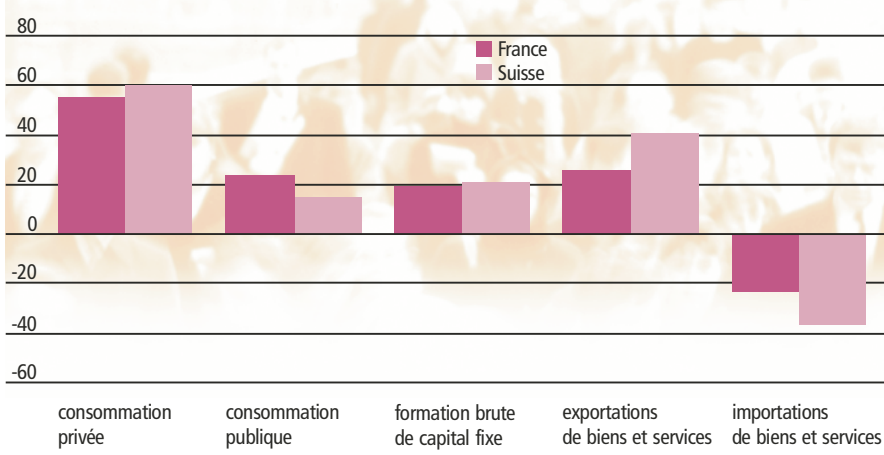
Les données par habitant permettent une comparaison plus aisée. Le recours aux données de l'OCDE a l'avantage d'éviter les différences relatives à la monnaie de référence ou aux méthodes de calcul. En outre, elles tiennent compte des différences de prix qui prévalent entre les deux pays, grâce aux "parités de pouvoir d'achat" (voir encadré). En 2000, le PIB par habitant est ainsi de 26 205 euros en France, contre 32 700 en Suisse (prix et PPA courants). Autrement dit, le PIB par habitant est d'un quart plus élevé en Suisse.

1990-2000 : une croissance deux fois plus forte en France

Avant 1990, l'écart entre le niveau du PIB des deux pays était bien plus important. En effet, au cours des dix dernières années, le différentiel s'est sensiblement réduit. La croissance annuelle moyenne nette du PIB français, entre 1990 et 2000, a été presque le double de celle du PIB suisse (1,79 %, contre 0,86 %). Cet écart important résulte d'un recul conjoncturel marqué de l'économie suisse au début des années 90, suivi par une reprise plutôt faible.

Les structures des PIB montrent plusieurs différences plus ou moins sensibles entre les deux pays. La part de la formation brute de capital fixe (investissements en équipement et construction) est quasiment identique en Suisse.

Structure du PIB, en %, en 1998



PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est l'agrégat le plus couramment utilisé pour mesurer la performance d'ensemble d'une économie nationale. Il représente la valeur des biens et services produits sur le territoire national, déduction faite de la valeur de la consommation intermédiaire, indépendamment du lieu de résidence des détenteurs de facteurs de production.

Le PIB par habitant se calcule en divisant le PIB total par la population résidante moyenne. C'est donc un simple ratio arithmétique, qui n'a aucun rapport avec la répartition effective des revenus au sein de la population.

PPA

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les taux de conversion monétaire qui aplanissent les différences de niveaux de prix existant entre pays. Les différences de montants reflètent dès lors uniquement les différences de volumes des biens et services produits.

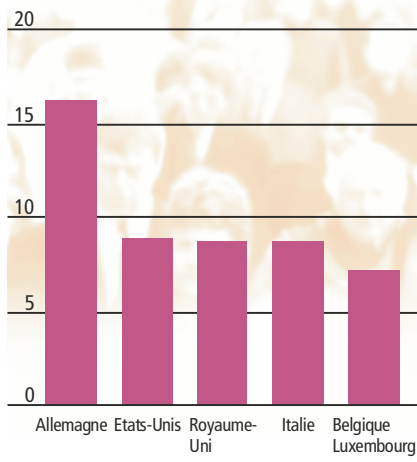
Différence notable : le poids proportionnellement plus grand du secteur public en France. En 1998, la part de la consommation publique dans le PIB est de 23 % pour la France, contre 15 % pour la Suisse. En corollaire, l'économie suisse dépend plus de la consommation privée (60 %, contre 55 % pour la France). Cette importance du secteur public français apparaît au travers d'autres indicateurs. Par exemple, en 1999, la part des recettes fiscales (quote-part fiscale), dans le PIB se monte à 46 % en France, contre 34 % en Suisse.

Un secteur public plus présent en France

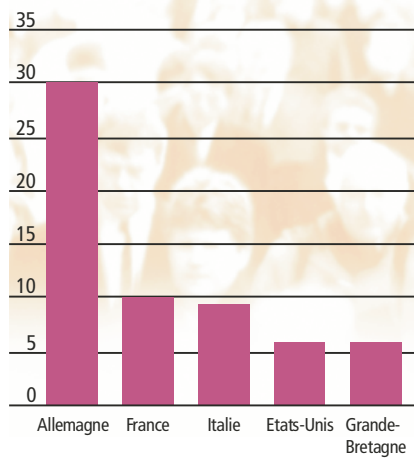
Cependant, la divergence la plus fondamentale entre les deux pays se situe au niveau du commerce extérieur. La Suisse étant un petit pays avec une économie largement ouverte, la part de ses échanges avec l'étranger est plus importante qu'en France. Ses exportations représentent ainsi 40 % du PIB, contre 26 % pour la France. Les différences sont du même ordre de grandeur, en matière d'importations.

L'économie suisse plus tournée vers l'extérieur

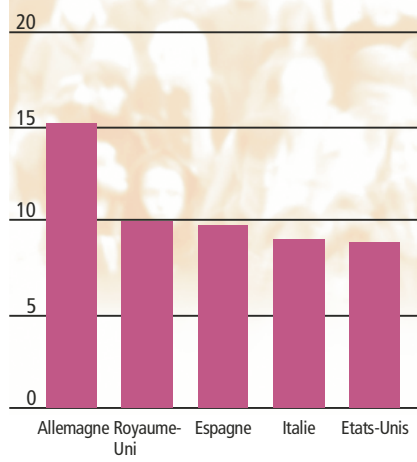
Commerce extérieur de la France: principaux pays d'importation, en % du total, en 2000



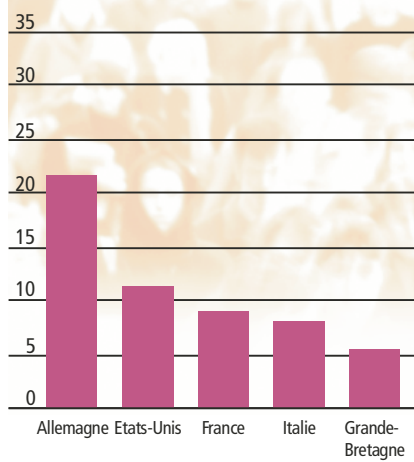
Commerce extérieur de la Suisse: principaux pays d'importation, en % du total, en 2001



Commerce extérieur de la France: principaux pays d'exportation, en % du total, en 2000



Commerce extérieur de la Suisse: principaux pays d'exportation, en % du total, en 2001



En particulier vers l'UE

Parmi les principaux partenaires commerciaux respectifs des deux pays, on trouve les grands pays voisins, ainsi que le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Si l'Allemagne est le partenaire privilégié des deux pays, tant en matière d'importations que d'exportations, son poids est sensiblement plus élevé dans le commerce extérieur de la Suisse.

Le fait que la Suisse ne soit pas membre de l'UE n'empêche pas ce pays de commercer avec les 15 pays de l'UE de manière soutenue. En 2001, plus des trois quarts (76 %) des importations suisses, calculées en valeur, proviennent de l'UE et 60 % de ses exportations lui sont destinées.

Dans le commerce extérieur de la France, en 2000, " seulement " 59 % des importations proviennent des 14 autres membres de l'UE et 63 % des exportations leur sont destinées.

Dans les échanges franco-suisses, étant donné les différences de taille entre les économies des deux pays, la France pèse proportionnellement plus lourd dans le commerce extérieur de la Suisse que l'inverse. Dans le commerce extérieur français, la part des échanges avec la Suisse représente 3 % de la valeur totale des exportations et 2 % des importations. Pour le commerce extérieur suisse, la part des échanges avec la France se chiffre à 9 % pour les exportations et à 10 % pour les importations.

Deux économies tertiaisées

La répartition de la valeur ajoutée selon le secteur économique n'offre pas de différence marquée entre les deux pays. La part de l'agriculture est un peu plus importante en France, tandis que celle des services l'est moins. Dans tous les cas, les économies des deux pays sont fortement tertiaisées.

Des prix largement plus élevés en Suisse

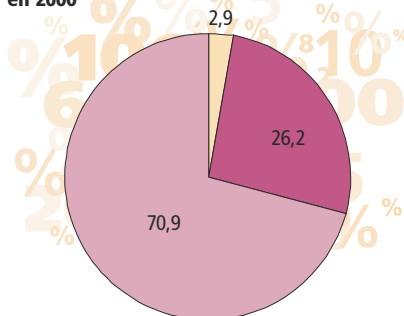
Parmi les caractéristiques de la Suisse, il y a le niveau des prix, qui est l'un des plus élevés au monde, supérieur, en moyenne, d'un peu plus d'un tiers à celui de la France. Cette différence est compensée par le fait que le niveau des salaires est supérieur en Suisse. Aucune statistique harmonisée ne permet malheureusement d'évaluer cet écart. Il en va de même pour le coût du travail. En pourcentage, les charges sociales sont en tout cas moins élevées en Suisse. Que les prix et les salaires soient plus élevés en Suisse qu'en France s'explique en grande partie par le fait que le cours effectif du franc suisse, tel qu'il est déterminé sur le marché des changes, est plus élevé que le cours correspondant aux parités de pouvoir d'achat. En d'autres termes, le franc suisse est surévalué par rapport à la monnaie française. Ces deux cours devraient théoriquement être proches l'un de l'autre, mais il existe dans les faits – et c'est le cas ici – des écarts importants et durables. Un autre avantage comparatif de la Suisse réside dans des taux d'intérêt traditionnellement bas, en particulier par rapport à la France et aux autres pays européens.

Sources statistiques :

Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) : " Perspectives annuelles " (semestriel) et " Principaux indicateurs économiques " (mensuel)

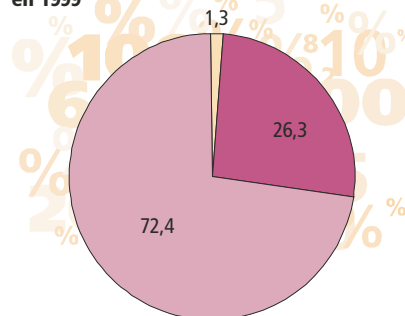
- Suisse : OFS
- France : INSEE

Répartition de la valeur ajoutée selon le secteur économique, en France, en %, en 2000



- Agriculture
- Industrie et construction
- Services et commerce

Répartition de la valeur ajoutée selon le secteur économique, en Suisse, en %, en 1999



- Agriculture
- Industrie et construction
- Services et commerce